

**OFFRE DE SÉJOURS EN FRANCE, À L'ÉTRANGER À CARACTÈRE SPORTIF ET/OU À
THÈME,
LINGUISTIQUES (APPRENTISSAGE ET IMMERSION LINGUISTIQUE) POUR LES ENFANTS
DU PERSONNEL DE L'INPI**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Lot 1 : Séjours en France

Lot 2 : Séjours à l'étranger

Lot 3 : Séjours linguistiques

SIÈGE

15 rue des Minimes – CS 50001
92677 COURREVOIE Cedex

Tél +33 (0)1 56 65 89 98

Fax +33 (0)1 56 65 86 00
www.inpi.fr – contact@inpi.fr

Établissement public national
créé par la loi n°51-444 du 19 avril 1951

SOMMAIRE

1	OBJET DES MARCHÉS.....	3
2	FORME DES MARCHÉS	3
3	ALLOTISSEMENT	3
4	DURÉE DES MARCHÉS	4
5	BONS DE COMMANDE	4
6	MODIFICATION : ANNULATION DU SÉJOUR.....	4
7	PRIX DES PRESTATIONS.....	5
8	VARIATION DANS LES PRIX	5
9	RÈGLEMENT DES COMPTES.....	6
10	PÉNALITÉS	7
11	CESSION DE CRÉANCE	7
12	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS	7
13	RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	8
14	TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES	8
15	CONFIDENTIALITÉ	13
16	OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS	13
17	ASSURANCES.....	13
18	DOCUMENTS À PRODUIRE	14
19	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER	14
20	RÉSILIATION DES MARCHÉS.....	15
21	RÈGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	16
22	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	16
23	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	16

1 OBJET DES MARCHÉS

Les présents marchés ont pour objet l'offre de séjours en France, à l'étranger à caractère sportif et/ou à thème et linguistiques (apprentissage et immersion linguistique) pour les enfants du personnel de l'INPI.

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2 FORME DES MARCHÉS

Ils sont passés sous la forme d'accord-cadre multi-attributaire à bons de commande, conformément aux articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique et conclus sans montants minimums avec un montant maximum annuel distinct pour chaque lot :

Lots	Montants maximum annuels en euros HT
1	30 000 € HT
2	10 000 € HT
3	8 000 € HT

Le volume estimatif de départ par lot s'élève à :

Volume de départ	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Nombre de départ max (si reconduction)
Lot 1	40	40	40	40	160
Lot 2	8	8	8	8	32
Lot 3	5	5	5	5	20

Pour chaque lot, la répartition des bons de commande entre les titulaires se fera selon les besoins et demandes des familles.

Dans l'hypothèse où plusieurs titulaires répondent aux besoins d'une famille, cette répartition se fera selon le rang de classement de choix transmis par la famille concernée.

Par conséquent, le pouvoir adjudicateur ne peut assurer une répartition égalitaire entre les titulaires du marché.

3 ALLOTISSEMENT

Les prestations sont réparties en 3 lots ainsi définis :

Lot 1 : séjours en France ;

Lot 2 : séjours à l'étranger à caractère sportif et/ou à thème ;

Lot 3 : séjours linguistiques (apprentissage et immersion linguistique) ;

Les 3 lots sont conclus selon une procédure adaptée passé en raison de leur objet conformément à l'article L2123-1-2° du code de la commande publique.

Chaque lot sera multi-attributaires. Trois candidats maximum pourront être retenus pour chaque lot, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.

4 DURÉE DES MARCHÉS

Les présents marchés sont conclus pour une durée initiale d'un (1) an à compter de leur date de notification. Les marchés seront reconduits tacitement par périodes de 12 mois successifs. Leur durée totale ne pourra pas excéder quatre (4) ans.

L'INPI pourra prendre chaque année et au plus tard dans un délai de 120 jours avant la fin de la période annuelle, la décision de ne pas reconduire les marchés, sans que le titulaire puisse la refuser. Aucune indemnité ne lui sera versée.

Les marchés seront reconduits sous réserve que le titulaire fournisse, selon sa situation, les documents exigés aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi à l'étranger) du Code du travail. Sous peine de résiliation des marchés, les documents devront être soumis dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de la demande adressée par l'INPI.

5 BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande précisera à minima les informations suivantes :

- les références du marché ;
- la date et le numéro de la commande ;
- le nom et les coordonnées du titulaire ;
- le nom et les coordonnées de la personne habilitée à émettre le bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le lieu, la date et l'heure d'exécution des prestations ;
- le nombre de participants ;
- le détail des prix unitaires par référence au catalogue des prix ;
- le montant total de la commande incluant le prix HT, TTC ;
- l'adresse de facturation.

Le délai d'exécution du bon de commande part à compter de sa date de notification.

6 MODIFICATION : ANNULATION DU SÉJOUR

Dans le respect de l'économie générale et de l'objet du marché, dans le cas où le titulaire ne pourrait respecter son engagement pour des raisons qui lui sont indépendantes, et notamment en cas de changement de destination, de dates des séjours, d'horaires des trajets, d'hébergement ou autres, le déroulement du séjour devra néanmoins se faire, dans la mesure du possible, dans les mêmes conditions que le séjour initialement sélectionné par le collaborateur.

Le titulaire devra proposer un séjour similaire que le bénéficiaire aura la possibilité de refuser si les conditions ne lui conviennent pas.

Toute proposition de remplacement devra impérativement être approuvée par courriel de l'INPI.

Ainsi, le titulaire devra motiver sa décision par écrit, de façon détaillée, dans des délais raisonnables suivant la survenance du changement et apportera tous les justificatifs nécessaires. Le titulaire sera tenu de fournir les descriptifs des modifications du séjour au bénéficiaire et à l'INPI.

En cas d'annulation d'un séjour par le titulaire d'un marché et en cas d'absence de report sur un autre séjour, le bénéficiaire est intégralement remboursé et l'INPI ne versera aucune somme à ce titre. En cas d'annulation d'un séjour par le bénéficiaire et en cas d'absence de report sur un autre séjour, le bénéficiaire sera soumis aux conditions d'annulation contractualisés dans chaque marché et l'INPI ne versera aucune somme à ce titre.

7 PRIX DES PRESTATIONS

7.1 Contenu des prix

Les prix des présents marchés sont déterminés dans le catalogue tarifé et contractuel du titulaire auquel sont appliquées les remises décrites ci-dessous et présentées dans l'acte d'engagement. Les prix des marchés sont hors TVA. Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des marchés.

7.2 Remises

Le titulaire s'engage à appliquer pendant toute la durée des marchés, sur ses tarifs publics, des taux minima de remise fixés dans l'acte d'engagement. Il pourra appliquer des remises supérieures à celles fixées préalablement.

8 VARIATION DANS LES PRIX

Les pourcentages de réduction minimum sur les catalogues indiqués dans l'acte d'engagement sont fermes et définitifs. Des pourcentages de réduction supérieurs pourront être proposés lors de chaque date anniversaire par le titulaire.

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution et sont révisables annuellement à chaque date anniversaire des marchés, dans les conditions définies ci-dessous.

8.1 Actualisation annuelle des prix du catalogue

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur, à chaque anniversaire des marchés, les nouveaux tarifs ainsi que le pourcentage de variation par rapport aux prix précédemment appliqués.

Le titulaire certifie que le catalogue présenté est celui pratiqué vis à vis de l'ensemble de sa clientèle.

Si ce tarif est consultable sur internet, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur un accès à ce catalogue électronique.

Une fois actualisés, les prix demeurent fermes pour l'année d'exécution du marché, jusqu'à la prochaine actualisation.

Les prix actualisés sont ainsi applicables aux bons de commande notifiés après la réception, du nouveau catalogue (ou du lien d'accès à ce catalogue).

8.2 Révision annuelle des pourcentages de réduction

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur, à chaque anniversaire des marchés, le pourcentage de réduction éventuellement revu à la hausse par rapport au pourcentage indiqué dans l'acte d'engagement de chaque marché. A défaut, le pourcentage indiqué à l'acte d'engagement s'appliquera.

8.3 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité les marchés si le changement de tarif conduit, sur un an, à périmètre constant, à une augmentation des prix supérieure à 3%.

9 RÈGLEMENT DES COMPTES

9.1 Remise des factures à l'INPI

9.1.1 Facture électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/>

Les informations en vue du dépôt des factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 18008001200248 ;
- Code service Chorus Pro : FFRHDS ;
- Engagement juridique : pour les prestations à bons de commande : les informations sont référencées sur chaque bon de commande – dans le cartouche Facturation électronique « Références Chorus Pro » ;
- Numéro de marché (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : 2025/00.

9.1.2 Mentions de la facturation

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- l'objet succinct du marché ;
- la nature, le prix des prestations réalisées et la phase d'exécution correspondante, sans qu'il ne soit fait mention du nom des parents ou du nom de l'enfant dans la mesure du possible ;
- le montant total hors taxes ;

- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur ;
- le montant total TTC.

Avant dépôt des factures définitives, une facture pro forma nominative devra être adressée à la cellule action sociale de l'INPI, pour validation.

9.2 Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre des marchés s'effectue sur présentation de factures, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les prestations seront réglées selon les modalités de règlement fixées dans le bon de commande et après service fait à l'appui d'une attestation de séjour.

9.3 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI, en application des dispositions L.2192-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique.

10 PÉNALITES

10.1 Dispositions générales

En cas de retard, les pénalités du CCAG FCS seront appliquées.

10.2 Dispositions relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant égal à 10 % du montant des présents marchés, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

11 CESSIION DE CRÉANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre des présents marchés, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant des marchés non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

12 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet des marchés dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

12.1 Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

- ① Une déclaration mentionnant :
 - la nature des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : https://www2.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4-2019.doc

- ② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- ③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
- ④ Le certificat de cessibilité des marchés si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

12.2 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement.

13 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le Titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'INPI se réserve le droit de réclamer au Titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

14 TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

14.1 Identification

Le responsable du traitement au sens du règlement européen sur la protection des données est le pouvoir adjudicateur dans le cadre des présents marchés (ci-après «le pouvoir adjudicateur»).

Le sous-traitant au sens du règlement européen sur la protection des données est le titulaire des présents marchés (ci-après « le titulaire »).

14.2 Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire (sous-traitant) s'engage à effectuer pour le compte du pouvoir adjudicateur (responsable du traitement) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

14.3 Description du traitement faisant l'objet des marchés

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour les prestations d'offre de séjours en France, à l'étranger, linguistiques et pour les enfants des collaborateurs de l'INPI.

La nature des opérations à effectuer est de :

- Traiter les dossiers d'inscription transmis par l'INPI ;
- Gérer la réservation par échanges directs avec les collaborateurs.

Les données à caractère personnel traitées sont :

Transmises par l'INPI au prestataire :

- pour les collaborateurs : nom, prénom, adresse mail professionnelle et/ou personnelle du collaborateur, téléphone, nom, prénom, date de naissance de l'enfant concerné ;

Transmises par le collaborateur directement au prestataire :

- pour les enfants des collaborateurs : nom, prénom, date de naissance, adresse postale, copie du carnet de santé volet « vaccination », si régime alimentaire spécifique, pour les séjours linguistiques les renseignements scolaires : classe, niveau scolaire ;

Les catégories de personnes concernées sont : tous les collaborateurs et enfants de collaborateurs de l'INPI.

Pour la réalisation des prestations, le responsable du traitement communique au Titulaire les informations nécessaires énumérées ci-dessus.

Le titulaire gère pour le compte de l'INPI des données à caractère personnel sensibles (données de santé et données sur la religion pour les régimes alimentaires) et des données concernant des mineurs de moins de quinze ans. À ce titre, il s'engage à respecter les dispositions de l'article 45 de la loi Informatique et libertés

14.4 Obligation du titulaire

Le titulaire s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la seule finalité** qui fait l'objet des marchés ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe**

immédiatement le pouvoir adjudicateur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présents marchés ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu des présents marchés :
 - a. s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - b. reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

14.5 Sous-traitance

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'INPI de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'INPI dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'INPI n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations des présents marchés pour le compte et selon les instructions de l'INPI. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

14.6 Droit d'information des personnes concernées

Lorsque le titulaire recueille directement auprès des collaborateurs leurs données personnelles, il doit leur fournir, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données.

Lorsque le titulaire reçoit les données à traiter directement de la part du service compétent de l'INPI, l'obligation d'information en incombe à l'INPI.

14.7 Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit

d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet des marchés.

14.8 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures après en avoir pris connaissance, par courrier ou par mail. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du pouvoir adjudicateur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins les éléments attendus par la Cnil.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du pouvoir adjudicateur, le titulaire communique, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient les éléments attendus par la Cnil, dont la liste est disponible sur le site internet de l'Autorité.

14.9 Aide du titulaire dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le titulaire aide le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données.

Le titulaire aide le pouvoir adjudicateur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

14.10 Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- le chiffrement des données à caractère personnel lors des échanges par messagerie électronique, par le biais d'un outil certifié par l'Anssi, après concertation avec le pouvoir adjudicateur ;

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

14.11 Sort des données

Au plus tard dans l'année suivant le terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données en sa possession.

Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

14.12 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

14.13 Registre des catégories d'activité de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur comprenant :

- le nom et les coordonnées de la personne chez le pouvoir adjudicateur pour le compte de laquelle il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, de son délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du pouvoir adjudicateur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment :
 - le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

14.14 Documentation

Le titulaire met à la disposition du pouvoir adjudicateur et à sa demande **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le pouvoir adjudicateur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

14.15 Obligations du pouvoir adjudicateur vis-à-vis du titulaire

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

1. fournir au titulaire les données visées à l'article 14.3 ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

15 CONFIDENTIALITÉ

Le Titulaire s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution des présents marchés et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

16 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

Le titulaire a l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, la formation et l'expérience de tout remplaçant devront être notifiés par écrit et validé par l'INPI.

L'INPI s'engage à communiquer au Titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire et de diriger le suivi technique et administratif des présents marchés dans les 15 jours suivants la notification des marchés.

17 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification, le titulaire devra justifier qu'il est bien à jour des contrats d'assurance suivants :

- contrat d'assurance couvrant les bâtiments, annexes et dépendances,
- police de responsabilité civile, couvrant toutes les activités pour la durée des séjours concernés, les dommages corporels, matériels et immatériels dans le cadre de la prestation et des activités, étendue aux frais et recherches, décès, infirmité et sans limitation contre les risques d'accident aux tiers (faisant apparaître le montant des garanties),
- police d'assurance assistance et rapatriement,

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'absence de ces documents dans les délais prescrits pourra entraîner la résiliation du contrat, sans mise en demeure, et sans indemnité, par l'INPI.

18 DOCUMENTS À PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire des marchés a l'obligation de produire à l'INPI, **à la conclusion des marchés et tous les six mois** à compter de la notification des marchés, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le Titulaire doit remettre lors de la conclusion des marchés, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin des marchés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier les marchés au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

19 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes des marchés est l'euro. Le prix libellé en euro(s) reste inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance des marchés N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement sont libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se réfèrent aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

20 RÉSILIATION DES MARCHÉS

L'INPI peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet des présents marchés avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions suivantes :

20.1 Pour difficulté d'exécution des marchés

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant des marchés, le pouvoir adjudicateur peut résilier les marchés, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter les marchés du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie les marchés.

20.2 Pour motif d'intérêt général

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie les marchés pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes des marchés, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour les marchés et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation des marchés.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

20.3 Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut résilier les marchés pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- Des moyens ont été mis à la disposition du titulaire, et celui-ci se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.7 du CCAG FCS ;
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG FCS ;
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 du CCAG FCS ;
- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG FCS, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du CCAG FCS et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution des marchés ;
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution des marchés, à des actes frauduleux ;

- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données nominatives et à la sécurité, conformément à l'article 5 du CCAG FCS ;
- L'utilisation des résultats par l'INPI est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution des marchés ;
- Postérieurement à la signature des marchés, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Postérieurement à la signature des marchés, les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution des marchés s'avèrent inexacts.

La résiliation des marchés devra être précédée d'une mise en demeure préalablement notifiée au titulaire et assortie d'un délai d'exécution, restée infructueuse.

La résiliation des marchés ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La décision de résiliation des marchés est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

21 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D2197-15 à D2197-17 du Code de la commande publique.

22 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement les présents marchés. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, les marchés pourront être résiliés sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

23 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'acte d'engagement déroge au CCAG-FCS conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) de l'acte d'engagement par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-TIC au(x)quel(s) il est dérogé
---------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------

8	4.1
---	-----